

RDC-Rwanda : “Une promesse” de paix à l’épreuve de notre devoir de vigilance.

Tribune III

Pas de Doha sans Dignité – Le Congo doit être conséquent.

Par Gabriel Zagabe

Aujourd’hui, à Doha comme hier à Bruxelles, la République démocratique du Congo est engagée dans un processus diplomatique complexe, où les aspirations à la paix se heurtent à des agendas extérieurs et à des influences multiples. Dans ce contexte, il est essentiel que chaque représentant congolais, qu’il soit officiel ou issu de la société civile, agisse avec une conscience patriotique claire afin d’éviter que le dialogue ne soit instrumentalisé au détriment de l’intérêt national.



Image d’illustration

Ne répétons pas les erreurs de 1960. **À la Table Ronde de Bruxelles**, Patrice Lumumba ne s’est pas seulement battu contre les colons. Il a dû affronter la trahison d’une partie de la délégation congolaise, venue négocier une indépendance sans colonne vertébrale, infiltrée par la peur, la naïveté ou la corruption.

Doha : une négociation sous influence ?

Les négociations actuelles à Doha sont dirigées, non par les chefs visibles du M23, mais par le ministre rwandais de l’Intérieur en personne, Vincent Biruta. Ce n’est plus une influence en coulisses : c’est une prise en main directe des revendications rebelles par Kigali.

Face à cette posture affirmée, la délégation congolaise entre dans un dialogue où la question sensible de la “gestion temporaire” du Kivu est mise sur la table – une proposition qui, si elle était sérieusement envisagée, constituerait une atteinte grave à la souveraineté nationale. Nulle paix durable ne saurait se bâtir sur l’abandon partiel d’un territoire meurtri, au profit d’acteurs identifiés comme responsables de sa déstabilisation. Ce type d’arrangement ne relève pas de la diplomatie, mais d’une dangereuse concession qui ouvrirait la voie à une fragmentation progressive du pays. Le M23/AFC exige huit années de contrôle administratif sur cette région, transformant le dialogue de paix en chantier de partition lente.

RDC-Rwanda : “Une promesse” de paix à l’épreuve de notre devoir de vigilance.

Une stratégie rwandaise qui ne change pas

Depuis 30 ans, le Rwanda agit avec cohérence et constance, là où la RDC oscille entre improvisation et compromission. Le but est clair : contrôler durablement le Nord et le Sud-Kivu, à travers une guerre hybride, alternant combats sur le terrain et diplomatie piégée.

Ce qui ne peut être pris par les armes, Kigali tente désormais de l’obtenir au stylo, en contaminant les négociations et les négociateurs. Doha n’est pas une solution : c’est un piège sous couverture diplomatique, un “pouvoir cache-sexe” pour intégrer les groupes armés dans les institutions, fragiliser l’État congolais et pérenniser l’occupation.

Le Congo doit être conséquent

Le peuple congolais n’a jamais accepté la domination, ni l’humiliation.

Le gouvernement ne peut pas signer la sous-traitance de ses propres provinces au nom d’un « compromis de paix ».

Ce que nous devons refuser sans condition :

- La cogestion de notre territoire par nos agresseurs ;
- L’intégration de criminels de guerre dans notre armée ;
- L’idée qu’une paix négociée dans la peur vaut mieux qu’une souveraineté défendue avec fermeté.

Ce que nous devons affirmer haut et fort :

- Le Kivu n’est pas à louer. Le Congo n’est pas un projet à démanteler.
- Pas de paix sans justice.
- Pas de dialogue sans vérité.
- Pas de Doha sans dignité.

Un contexte international empoisonné

Pendant que les Congolais résistent, les pressions extérieures s’intensifient. Les accords bilatéraux de Washington entre la RDC et le Rwanda masquent mal l’agenda caché d’intégration du M23 dans l’accord.

Le Qatar, partenaire stratégique du Rwanda et proche des États-Unis, joue le rôle d’arbitre, mais ses intérêts économiques en RDC l’alignent sur les logiques d’exploitation, pas sur celles de la souveraineté.

Même à Bruxelles, une plainte vise la famille présidentielle pour enrichissement illicite, au moment où les États-Unis exigent de Kinshasa des garanties anticorruption avant toute signature.

Nous sommes encerclés, non militairement seulement, mais aussi juridiquement et diplomatiquement.

RDC-Rwanda : “Une promesse” de paix à l’épreuve de notre devoir de vigilance.

Le Congo doit choisir

Nous ne pouvons pas revivre 1960 comme une fatalité historique.

Aujourd’hui, nous avons la mémoire, l’expérience et la lucidité nécessaires pour ne plus tomber dans les pièges d’hier.

Nous savons. Nous voyons. Nous comprenons.

C’est pourquoi nous avons le devoir, collectif et souverain, de dire non :

- Non à une paix imposée par ceux qui continuent d’user de la violence sur notre sol.
- Non à la dissimulation d’un projet de fragmentation territoriale derrière un langage diplomatique apaisant.
- Non à une diplomatie dictée par la peur, l’usure ou la résignation.

Le peuple congolais est désormais en alerte.

Et il attend de ses dirigeants qu’ils incarnent courage, dignité et intransigeance.

Il n’acceptera pas qu’on cède sur l’essentiel au nom de l’urgence.

Nous le redisons avec responsabilité et clarté :

Pas de Doha sans Dignité. Le Congo doit être conséquent.

Kinshasa, le 11 juillet 2025